

Déclaration d'ouverture du président Eisenhower lors de la première réunion des chefs de gouvernement à la Conférence de Genève (18-23 juillet 1955)

Légende: Le 18 juillet 1955, à l'occasion de l'ouverture à Genève de la conférence des chefs de gouvernement de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, le président américain Dwight D. Eisenhower prononce un discours dans lequel il souligne l'importance d'un rapprochement entre l'Est et l'Ouest.

Source: Ministère des Affaires étrangères ; Commission de Publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume II: 1955, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1988. 1027 p. p. 16-19.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_d_ouverture_du_president_eisenhower_lors_de_la_premiere_reunion_des_chefs_de_gouvernement_a_la_conference_de_geneve_18_23_juillet_1955-fr-90f1272c-42a0-4096-b4da-6f11d7b31cdc.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Déclaration d'ouverture du président Eisenhower lors de la première réunion des chefs de gouvernement à la Conférence de Genève (18-23 juillet 1955)

L'objet de notre réunion est simple. Nous sommes venus chercher une base d'entente qui rende plus sûre et plus heureuse non seulement l'existence des nations que nous représentons, mais aussi celle des autres peuples du monde.

Si nous sommes ici, c'est en vertu d'une aspiration universelle, reconnue par M. Boulganine dans son discours du 15 juillet, qui veut que les chefs politiques de nos grands pays trouvent ensemble le chemin de la paix.

Nous ne pouvons espérer résoudre en quelques jours tous les problèmes qui, dans le monde entier, attendent encore une solution. Les quatre chefs de gouvernement réunis ici n'ont d'ailleurs reçu des autres aucun mandat qui les autorise même à s'y efforcer. En bien des cas, ces problèmes trouvent une origine lointaine dans les guerres, les conflits, le passé historique. Ils sont encore aggravés par les différences d'idéologies et de buts qui séparent les gouvernements. Il ne saurait manifestement être question, dans les courts délais dont nous disposons ici, de remonter aux causes et aux origines de ces problèmes, ni d'élaborer des accords qui permettent de les éliminer de façon complètement équitable pour tous.

Néanmoins, nous pouvons peut-être créer un nouvel état d'esprit qui permette, à un stade ultérieur, de résoudre les problèmes de notre ressort et, tâche non moins importante, nous pouvons nous efforcer ici même de poser les premiers jalons d'une voie nouvelle, susceptible de nous conduire vers une paix juste et durable.

Intrinsèquement, les problèmes dont nous avons à nous préoccuper ne sont pas insolubles. Ils sont certes complexes, mais leur solution n'est pas hors de portée de la sagesse humaine. Ils semblent insurmontables dans un climat de crainte, de méfiance, voire même d'hostilité, lorsqu'on pèse chaque geste en se demandant s'il est de nature à affaiblir ou à renforcer la position d'un éventuel antagoniste. Que l'on parvienne à modifier ce climat, et beaucoup de choses deviendront possibles. En l'occurrence, j'ai plein espoir qu'à un stade ultérieur nos ministres des Affaires étrangères pourront reprendre la tâche au point où nous l'aurons laissée, afin de rechercher, soit entre eux, soit avec d'autres, des solutions à nos problèmes.

Il existe sans conteste parmi nos nations des convictions philosophiques qui sont à maints égards inconciliables. Rien de ce que nous pourrions faire ou dire ici ne modifiera cet état de choses. Toutefois, il n'est pas toujours indispensable de penser de même et de partager les mêmes croyances pour pouvoir travailler en commun. L'essentiel est que nul ne tente, par la force ou la ruse, de faire prévaloir ses convictions et d'imposer ainsi son système à ceux qui n'ont nulle envie de l'adopter.

Pour créer le nouveau climat qu'il nous appartient de rechercher ici, il ne suffit pas de situer nos entretiens sur le plan de l'abstraction et des généralités. Il nous faut parler franchement des problèmes concrets qui engendrent entre nous des tensions et de la manière dont nous pouvons en aborder la solution.

A titre préliminaire, je me permettrai d'indiquer certaines des questions dont, à mon avis, nous devrions nous entretenir.

En premier lieu, vient le problème de l'unification de l'Allemagne, et de la constitution d'un gouvernement allemand unique, basé sur des élections libres. Dix ans se sont écoulés depuis l'armistice et l'Allemagne demeure divisée. Cette division lèse gravement un peuple qui a droit, aussi bien que tout autre, à poursuivre un destin commun. La prolongation de cette situation crée en Europe une source fondamentale d'instabilité. Il est vain de parler de paix si, en même temps, nous perpétons des conditions qui compromettent cette paix. A l'égard de l'Allemagne, nous avons tous quatre des responsabilités particulières. Certes, les conclusions auxquelles nous pourrions éventuellement parvenir ne vaudront que si elles sont entérinées par la majorité de l'opinion allemande ; il n'en reste pas moins que ce problème doit être un des sujets centraux de notre réunion. Ne devons-nous pas étudier les moyens de le résoudre rapidement et équitablement?

Dans l'intérêt d'une paix durable, la solution donnée à ce problème devrait tenir compte des légitimes soucis de sécurité de tous les intéressés. C'est pourquoi nous maintenons qu'une Allemagne unie doit pouvoir, à son gré, exercer son droit propre de défense nationale collective. Dans le même esprit, nous sommes prêt à prendre en considération les légitimes soucis de sécurité de l'Union soviétique. Les accords de Paris contiennent plusieurs clauses qui répondent à cet objectif. Cependant, nous sommes tout à fait disposés à étudier d'autres clauses de sauvegarde réciproques, pourvu qu'elles soient raisonnables, pratiquement applicables et compatibles avec la sécurité de tous les intéressés.

Sur un plan plus large, il nous faut aborder le problème du respect du droit des peuples à choisir eux-mêmes la forme de gouvernement sous laquelle ils entendent vivre, et de la restitution des droits souverains et de l'autonomie à ceux qui en ont été privés. Le peuple américain est vivement impressionné par le fait que certains peuples d'Europe orientale, qui en bien des cas peuvent se prévaloir d'un long et glorieux passé national, n'aient pas encore pu bénéficier de l'engagement pris à cet égard dans la déclaration adoptée au cours de la guerre par les Nations Unies, engagement encore renforcé par d'autres accords du temps de guerre.

Il est un autre problème, celui des communications et des contacts humains entre nos peuples. En toute franchise, nous redoutons les conséquences d'une situation où des populations entières sont isolées du monde extérieur. Le peuple américain souhaite l'amitié des peuples soviétiques. De par leur nature, nos peuples et nos nations ne diffèrent pas les uns des autres. Ils ne sont séparés ni par des conflits territoriaux, ni par des rivalités commerciales. Dans l'histoire, nos deux pays ont toujours été en paix l'un avec l'autre. Mais la compréhension amicale entre les peuples ne se développe pas aisément, lorsque les communications sont entravées par des barrières artificielles comme celles qui existent actuellement. Il est temps que tous les rideaux, qu'ils soient faits d'armes, de lois ou de règlements, commencent à se lever. Il y faut toutefois un climat de respect et de confiance mutuels.

Je voudrais évoquer également le problème du communisme international. Depuis trente-huit ans, ses activités ont troublé les relations entre l'Union soviétique et les autres états. Il ne se contente pas de chercher à convaincre. Il s'efforce, dans le monde entier, de saper les gouvernements, légalement constitués et d'assujettir les nations à une domination étrangère. Nous ne pouvons méconnaître le climat de méfiance qu'engendre l'appui donné à ces activités. Dans mon pays et ailleurs, il accentue le manque de confiance et, de ce fait, la tension internationale.

Enfin, il me faut aborder le problème capital de l'armement, résultat et cause à la fois de la tension et de la méfiance dont nous souffrons. Contrairement à l'un des objectifs essentiels de la Charte des Nations Unies, les armements détournent actuellement des tâches créatrices une grande partie des énergies humaines, pour les appliquer à des fins improductives. Nous serions tous désireux de mettre un terme à cette situation, mais personne, apparemment, n'ose le faire de crainte d'être attaqué.

Une attaque par surprise comporterait un pouvoir de destruction bien supérieur à tout ce que l'homme a jamais connu. Aussi chacun de nous estime-t-il capital de trouver le moyen d'empêcher une attaque de ce genre. C'est pourquoi nous devrions peut-être nous demander si la meilleure manière d'aborder le problème de la limitation des armements, ne consiste pas à rechercher, comme première étape, des méthodes sûres de contrôle et d'inspection des installations militaires, afin qu'il ne puisse se produire de surprises redoutables, du fait soit d'une attaque imprévue, soit d'une violation secrète des restrictions acceptées. Ce qui importe le plus dans ce domaine, c'est que nous examinions ensemble le problème capital d'une inspection mutuelle efficace, système qui constitue la base même d'un désarmement réel.

Lorsque nous évoquons ce problème de l'armement, il ne faut pas oublier que la lourde charge financière qu'il représente actuellement interdit non seulement à nos peuples de bénéficier de niveaux de vie plus élevés, mais encore qu'il prive les populations des zones sous-développées de ressources qui amélioreraient leur sort. Ces zones sont habitées par une grande partie de la population mondiale et l'on y trouve de nombreuses nations qui accèdent maintenant pour la première fois à l'indépendance politique. Elles sont aux prises avec le problème urgent du développement économique. En temps normal, elles bénéficieraient de l'assistance des nations plus évoluées du monde, en particulier pour les grands travaux de mise en valeur.

Or, ce processus normal se trouve gravement ralenti par le fait que les pays industriels plus évolués consacrent aux armements une fraction aussi importante de leurs ressources productives. La réduction des armements pourrait et devrait avoir pour effet de diriger vers les zones moins évoluées du monde une partie des ressources désormais économisées, qui contribueraient ainsi au développement économique de ces régions.

En outre, il nous faut aller de l'avant dans le domaine de l'emploi de l'énergie atomique à des fins constructives. Nous déplorons que l'Union soviétique ne se soit jamais ralliée à notre proposition de décembre 1953, par laquelle nous suggérions que les nations détenant des stocks de matière fissile s'unissent pour constituer une « banque mondiale », de façon à remplacer progressivement la course aux moyens de destruction par une coopération en vue du bien-être de l'humanité. Nous demeurons persuadés que si l'Union soviétique consentait, suivant ses possibilités, à participer à ce grand projet, une telle mesure améliorerait le climat international.

Dans cette première déclaration, j'ai exposé très succinctement quelques-uns des problèmes qui me préoccupent et qui préoccupent le peuple américain, et dont la solution est en grande partie du ressort des personnalités réunies ici. A mesure que nos travaux progresseront, j'espère que nous aurons tous des suggestions à présenter, quant à la façon dont nous pourrions faciliter l'acheminement vers cette solution.

Peut-être serait-il opportun que chacun de nous prenne la parole à son tour pour exposer comme je viens de le faire le point de vue de son pays. Nous pourrions ensuite nous faire rapidement une idée de l'ampleur des sujets qui seraient susceptibles d'être utilement examinés à cette table, et aménager notre temps en conséquence.

Pardonnez-moi de me répéter. Nous ne sommes pas venus ici, j'en suis certain, dans le seul dessein de répertorier nos divergences. Nous ne sommes pas venus ici pour rééditer les fastidieux exercices oratoires qui ont caractérisé la plupart de nos pourparlers des dix dernières années. Nous sommes ici, conformément aux aspirations pacifiques de l'humanité, pour engager des entretiens de nature à inspirer à notre diplomatie un nouvel état d'esprit, et pour entamer des négociations nouvelles dans un climat de bonne augure.

C'est de cette façon – et peut-être uniquement de cette façon – que notre réunion, nécessairement brève, pourra permettre d'engendrer et de mettre en mouvement les forces neuves qui sont indispensables pour nous mettre réellement sur le chemin de la paix. A cette intention, j'en suis certain, toute l'humanité priera avec ferveur.